

Le souvenir de la seconde guerre mondiale et des persécutions antisémites. Contexte historique et repères chronologiques

In: Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 48e année, N. 3, 1993. pp. 799-809.

Citer ce document / Cite this document :

Rousso Henry. Le souvenir de la seconde guerre mondiale et des persécutions antisémites. Contexte historique et repères chronologiques. In: Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 48e année, N. 3, 1993. pp. 799-809.

doi : 10.3406/ahess.1993.279173

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1993_num_48_3_279173

Le souvenir de la seconde guerre mondiale et des persécutions antisémites

Contexte historique et repères chronologiques

A la demande des coordinateurs de ce numéro, Henry Rouso a repris en partie, tout en la complétant, la chronologie publiée dans Le Syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours (2^e édition, Paris, Points-Seuil, 1990).

1944

- 25 août Le général de Gaulle à Paris.
- 29 novembre Premier procès d'Alexandre Angeli, préfet régional de Lyon, devant la cour de justice du Rhône, qui le condamne à mort.

1945

- 19 janvier Procès de Robert Brasillach devant la cour de justice de la Seine. Il sera exécuté le 6 février suivant.
- 24-27 janvier Procès de Charles Maurras, devant la cour de justice du Rhône.
- Avril Rapatriement des premiers déportés.
- 8 mai Date officielle de la capitulation allemande.
- 13 juillet Procès de Robert Denoël, l'éditeur de Céline et Rebatet, dont le dossier est classé par la cour de justice de la Seine.
- 23 juillet-15 août Procès du maréchal Pétain en Haute Cour de Justice.
- 8 août Accord de Londres entre les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et URSS sur le châtimeut des grands criminels de guerre et le statut du Tribunal militaire international. Il sera adopté par l'Assemblée des Nations Unies par les résolutions des 11 décembre 1946, 21 novembre 1947 et 14 décembre 1948.
- 4-9 octobre Procès de Pierre Laval, en Haute Cour. Il sera exécuté le 15 octobre.

CONSTRUCTION DE LA MÉMOIRE

11 novembre Grande commémoration œcuménique des deux guerres mondiales.

20 novembre Ouverture du procès de Nuremberg.

1946

20 janvier Démission du général de Gaulle.

6 mai Deuxième procès d'Alexandre Angeli, ancien préfet régional de Lyon, condamné à 4 ans de prison par la cour de justice de la Seine.

10 septembre Première condamnation à mort par contumace de Paul Touvier, ancien chef milicien, par la cour de justice du Rhône.

1er octobre Verdicts au procès de Nuremberg.

1947

4 mars Deuxième condamnation à mort par contumace de Paul Touvier, par la cour de justice de la Savoie.

7 mars Raphaël Alibert, ancien garde des Sceaux, est condamné à mort par contumace par la Haute Cour.

19 mars Charles Mercier du Paty de Clam, ancien commissaire général aux questions juives bénéficie d'un non-lieu en Haute Cour.

19-22 mars Procès de 10 gendarmes du camp de Drancy.

10 décembre Xavier Vallat, ancien commissaire général aux questions juives, est condamné par la Haute Cour à 10 ans de prison. Darquier de Pellepoix est condamné à mort par contumace.

1948

30 avril Les Éditions Robert Denoël sont acquittées par la cour de justice de la Seine.

14 mai Proclamation de l'État d'Israël.

15 septembre Loi sur la responsabilité collective des crimes de guerre.

9 décembre Convention internationale sur le Génocide.

10 décembre Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

1949

23 juin René Bousquet condamné par la Haute Cour à 5 ans d'indignité nationale, peine immédiatement relevée pour « faits de résistance ».

15 juillet-5 août Procès de 35 policiers de la « Section d'enquête et de contrôle » (SEC), la police antijuive de Vichy, dont 25 sont condamnés à des peines de prison.

1950

11 avril Article du colonel Rémy dans *Carrefour*, « L'épée et le bouclier », qui prend la défense de Pétain.

9 août Une loi israélienne déclare ses tribunaux compétents pour les crimes commis contre le peuple juif, les crimes de guerre et les

crimes contre l'humanité, qui sont déclarés imprescriptibles. C'est le seul cas où la peine de mort est applicable.

1951

- 5 janvier Promulgation de la première loi d'amnistie des délits liés à l'Occupation.
- 17 juin Election de Jacques Isorni, Paul Estebe, Roger de Saivre aux législatives sur la liste UNIR, ainsi que de Jacques Le Roy Ladurie.
- 23 juillet Mort du maréchal Pétain.
- 6 novembre Création de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP).

1952

- 7 mars Charles Maurras gracié pour raisons médicales ; il meurt le 16 novembre suivant.

1953

- 6 août Promulgation de la deuxième loi d'amnistie des délits liés à l'Occupation.

1954

- 14 avril Loi instaurant une « Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation » le dernier dimanche d'avril.
- 9 octobre Karl Oberg et Helmut Knochen condamnés à mort par le tribunal militaire de Paris, peine commuée en détention perpétuelle en 1958 par René Coty. Ils seront discrètement libérés par de Gaulle, en décembre 1961.

1964

- 22 avril Adoption par la Diète polonaise d'une loi sur l'imprescriptibilité des CH, première du genre après Israël.
- 5-7 juin Colloque de Varsovie de la Commission internationale pour la recherche et l'étude de la renaissance du nazisme dans les institutions juridiques de la RFA, qui réunit une quinzaine de pays pour déclarer imprescriptibles les crimes contre l'humanité.
- septembre–nov. La RDA puis la Tchécoslovaquie et la Hongrie déclarent imprescriptibles les crimes définis par l'accord de Londres (de guerre, contre la paix, contre l'humanité).
- 3 décembre En Belgique, loi sur la prolongation du délai de prescription pour les crimes de guerre et les crimes de collaboration.
- 17 décembre Novak, l'adjoint d'Eichmann, est condamné à huit ans de prison seulement en RFA.
- 18-19 décembre Transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon.
- 26 décembre Le parlement français adopte à l'unanimité la loi sur l'imprescriptibilité des seuls crimes contre l'humanité, et non des crimes de guerre et des crimes contre la paix.

CONSTRUCTION DE LA MÉMOIRE

1965

- 28 janvier Résolution de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et contre l'humanité.
- mars L'URSS, par un décret du Présidium du Soviet suprême, déclare qu'il n'y a pas prescription pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes contre la paix.
- 31 mars L'Autriche adopte une loi sur l'imprescriptibilité des poursuites en matière de crimes entraînant la réclusion à perpétuité (pas de peine de mort), donc des crimes de guerre et contre l'humanité. Son application effective est contestée.
- 4 avril La Yougoslavie adopte une loi sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et de génocide, mais pas des crimes contre la paix. C'est une des rares législations qui définit un principe hors du seul cadre des crimes nazis ou commis durant la 2^e guerre mondiale.
- 13 avril La RFA promulgue une loi sur la suspension de la prescription de l'action publique pour les poursuites engagées entre le 8 mai 1945 et le 31 décembre 1949. La prescription ne sera donc acquise, par cette loi, que le 31 décembre 1969, une loi qui a donné lieu à de très violentes discussions.

1967

- 5 juin Début de la guerre des Six jours.
- 27 novembre Conférence de presse de de Gaulle sur le Proche-Orient : « un peuple sûr de lui et dominateur... »

1968

- 10 novembre A la veille du 50^e anniversaire de l'armistice de 1918, de Gaulle fait déposer une gerbe sur la tombe de Pétain, ainsi que sur celles de Gallieni, Joffre et Clemenceau, « quatre grands hommes qui ne reposent pas aux Invalides ».
- 26 novembre Résolution 2391 de l'ONU adoptant une Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, par 58 voix pour, 7 contre et 36 abstentions (dont la France).

1969

- 26 Juin Nouvelle loi de la RFA reportant à 30 ans le délai de prescription pour les crimes de sang dans leur ensemble et définissant l'imprescriptibilité pour le crime de génocide.

1971

- Avril Sortie sur les écrans du *Chagrin et la pitié*, de Marcel Ophuls.
- 23 novembre Georges Pompidou gracie Paul Touvier.

1972

- 12 février Incidents à l'église Notre-Dame des Victoires lors d'une cérémonie à la mémoire de Xavier Vallat, mort le 6 janvier 1972.

1er juillet Loi réprimant l'incitation à la haine raciale.
21 septembre Allocution de Pompidou sur la « réconciliation nationale »,
suite à l'affaire Touvier.

1973

19 mars Début de la polémique autour de la publication de *La France
de Vichy*, de l'historien américain Robert Paxton.
9 novembre Première plainte contre Touvier pour crimes contre l'humanité,
à Lyon, suivie d'une deuxième, à Chambéry, le 27 mars 1974.

1975

6 février La chambre criminelle de la Cour de cassation casse deux juge-
ments des cours d'appel de Lyon et Chambéry qui s'étaient
déclarées « incompétentes » dans le dossier Touvier.
27 octobre La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris se déclare
compétente dans le dossier Touvier, mais estime que les crimes
sont prescrits.

1976

30 juin La chambre criminelle de la Cour de cassation casse l'arrêt de
la chambre d'accusation de Paris : le dossier Touvier est tou-
jours en suspens.

1978

27 janvier Robert Faurisson fait scandale au colloque « Églises et chré-
tiens de France », à Lyon.
27 mai Premier numéro du *Figaro-Magazine*.
28 octobre Interview de Darquier de Pellepoix dans *L'Express*.
1er novembre Faurisson publie un article dans *Le Matin de Paris*, puis, le 29
décembre 1978, dans *Le Monde*.
11 novembre A l'occasion de la célébration de l'Armistice, Giscard d'Estaing
fait fleurir la tombe du maréchal Pétain.
15 novembre Serge Klarsfeld dépose une plainte contre Jean Leguay, ancien
délégué du secrétaire général à la Police de Vichy.
16 novembre Prises de position d'universitaires lyonnais contre Faurisson et
début de la mobilisation des historiens.

1979

13-27 février Diffusion du téléfilm américain *Holocaust* à la télévision fran-
çaise, suivi à la fin d'un débat aux « Dossiers de l'écran », avec
Simone Veil.
12 mars Jean Leguay inculpé de crimes contre l'humanité.
29 avril Colloque d'Orléans sur « l'enseignement de l'histoire des
crimes nazis ».
19 juin Sollicité le 17 décembre 1976, le Quai d'Orsay déclare que le
dossier Touvier relève bien du crime imprescriptible contre
l'humanité.

CONSTRUCTION DE LA MÉMOIRE

22 juin Premier article du *Monde* sur la « Nouvelle droite » et début de la polémique.

1980

6 mars *Le Canard enchaîné* parle pour la première fois des « fichiers juifs » de l'Occupation.

11 avril Sondage du *Figaro-Magazine* sur Pétain qui fait la couverture avec en titre : « 66 % des Français ne le condamnent pas ».

23 septembre Début d'une vague d'attentats antisémites et de contre-manifestations antiracistes.

3 octobre Attentat de la rue Copernic, quatre morts et une vingtaine de blessés.

4 octobre Vague de manifestations en France contre l'antisémitisme et le racisme.

17 octobre Inculpation de Marc Fredriksen, chef de la FANE, mouvement néo-nazi.

13 novembre Attentat contre les locaux de l'association Pétain.

9 décembre Loi permettant aux associations de se porter partie civile contre l'apologie des crimes contre l'humanité.

20 décembre Publication de *Mémoire en défense* de Faurisson, avec une préface de Noam Chomsky.

1981

6 mai *Le Canard enchaîné* lance l'affaire Papon, accusant l'ancien préfet et ministre d'avoir contribué à la déportation de Juifs à Bordeaux.

21 mai François Mitterrand, nouveau président de la République, se rend au Panthéon sur les tombes de Jean Jaurès, Victor Schoelcher et Jean Moulin.

8 juillet Robert Faurisson condamné à payer le franc symbolique au MRAP, à la LICRA et à diverses associations.

28 novembre Paul Touvier inculpé de crimes contre l'humanité par le juge Martine Anzani qui lance un mandat d'arrêt international.

15 décembre La Commission nationale sur l'informatique et les libertés (CNIL) conduit une enquête auprès de la gendarmerie au sujet des « fichiers juifs » de l'Occupation.

1982

5 janvier Lancement du quotidien *Présent*, de tendance catholique traditionaliste, proche du Front national.

26 avril Grande exposition au Palais de Chaillot sur la Déportation.

1983

5 février Klaus Barbie, extradé la veille de Bolivie, est inculpé de crimes contre l'humanité.

24 avril Affaire des faux « Carnets d'Hitler ». Gerd Heidemann, du *Stern*, sera condamné le 6 mai 1983.

26 avril Robert Faurisson, jugé en appel, est condamné une nouvelle fois. Mais les attendus du jugement ne retiennent pas le délit de « falsification de l'Histoire ».

16 août Une commission d'enquête américaine reconnaît que Barbie a été utilisé par les services secrets américains.

1984

1er février Incident à l'Assemblée sur le passé de François Mitterrand et de Robert Hersant pendant la guerre. Trois députés, Jacques Toubon, Alain Madelin et François d'Aubert seront sanctionnés, fait rarissime.

12 février La presse révèle que les trois derniers collaborateurs emprisonnés, Vasseur, Cortial et Barbier ont été libérés entre la fin de l'année 1982 et août 1983.

19 septembre Annonce du « décès » de Touvier dans le *Dauphiné libéré*.

22 septembre Poignée de main à Verdun entre François Mitterrand et Helmut Kohl. Le président français fait déposer une gerbe sur la tombe de Pétain.

1985

Avril Sortie sur les écrans de *Shoah*, de Claude Lanzmann.

8 mai Visite très controversée de Ronald Reagan, président des États-Unis, au cimetière de Bitburg, en RFA.

2 juillet Après des semaines de débats agités sur l'affaire Manouchian, le film *Des Terroristes à la retraite*, de Mosco, passe aux « Dossiers de l'écran ».

5 octobre Clôture de la première instruction du procès Barbie.

20 décembre La Cour de cassation modifie la définition du crime contre l'humanité qui peut inclure désormais des actes commis envers des résistants.

1986

9 juillet Clôture de la seconde instruction du dossier Barbie.

1987

11 février La Cour de cassation annule l'instruction contre Maurice Papon qui sera à nouveau inculpé de crimes contre l'humanité fin juillet 1988.

22 février Accord de Genève entre délégations juives et chrétiennes prévoyant le départ des sœurs du Carmel d'Auschwitz, installées sur le site depuis août 1984.

11 mai-4 juillet Procès de Klaus Barbie, devant la cour d'assises de Lyon.

13 septembre Jean-Marie Le Pen : « les chambres à gaz... un point de détail de l'histoire de la deuxième guerre mondiale... Il y a des historiens qui débattent de ces questions ».

CONSTRUCTION DE LA MÉMOIRE

1988

- Juin Le juge Claude Grellier, qui a pris la suite du juge Martine Anzani, réanime le dossier Touvier en confiant l'enquête à la « section recherche » de la gendarmerie de Paris.
- 2 septembre Jean-Marie Le Pen, s'en prenant à Michel Durafour, ministre de la Fonction publique, parle de « Durafour-crématoire ».

1989

- 24 mai Paul Touvier est arrêté à Nice par la gendarmerie et inculpé par Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris, de crimes contre l'humanité.
- 3 juillet Création d'une commission d'historiens, présidée par René Rémond, chargée par le cardinal Decourtray de dépouiller les archives de l'archevêché de Lyon et faire la lumière sur les complicités dont Touvier a bénéficié au sein de l'Église.
- 26 août Mgr Glemp, primat de Pologne, récuse l'accord de Genève et relance la polémique sur le Carmel d'Auschwitz en déclarant son maintien légitime.
- 11 septembre Ordonnance de non-lieu dans l'affaire Leguay (décédé le 2 juillet 1989). Le juge Getti se prononce de façon inhabituelle sur la « responsabilité » et la « participation » du défunt à des crimes contre l'humanité.
- 13 septembre Dépôt d'une plainte contre René Bousquet pour crimes contre l'humanité, par Serge Klarsfeld et Charles Liebman.
- Octobre Polémique entre anciens résistants autour de Jean Moulin. *L'inconnu du Panthéon*, la biographie de Daniel Cordier, son ex-homme de confiance.
- 22 novembre Paul Touvier est à nouveau inculpé de crimes contre l'humanité par Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, après le dépôt à Lyon de onze nouvelles plaintes.
- 5 décembre Jean-Marie Le Pen au secrétaire d'État Lionel Stoléro : « Est-il exact que vous ayez la double nationalité ? », laissant entendre qu'un Français juif n'est pas tout à fait comme les autres.

1990

- 28 janvier *Le Monde* révèle l'affaire Bernard Notin, maître de conférences à l'université Jean-Moulin (Lyon III) qui a publié, en août 1989, dans un article de la revue scientifique *Economies et sociétés* des propos négationnistes. Il sera sanctionné le 18 février suivant.
- 13 février L'affaire Touvier instruite exclusivement à Paris : ordonnance du doyen des juges d'instruction, Jacques Hamy, sur le dessaisissement du dossier au profit du juge Jean-Pierre Getti. Mais cela ne préjuge en rien du lieu du procès (Lyon ou Paris).
- 14 février Robert Faurisson débouté de sa plainte en diffamation contre Georges Wellers qui l'accusait d'être un « falsificateur de l'histoire des Juifs pendant la période nazie ».
- 10 mai Profanation du cimetière de Carpentras : 34 tombes violées, la

- presse parle du cadavre d'un octogénaire « empalé », accusations violentes mais non prouvées contre Le Pen et l'extrême droite.
- 14 mai Manifestation gigantesque à Paris (avec la participation inédite du président de la République) et en province après la profanation du cimetière de Carpentras. L'« affaire Carpentras » cristallise nombre d'enjeux de mémoire en cours : les négationnistes à l'Université, l'affaire Bousquet, le souvenir de Pithiviers...
- Juin Le Pen, après Carpentras, boycotté implicitement par les media. Plusieurs villes de France interdisent des réunions du Front National durant l'été.
- 11 juin Colloque de l'Institut d'histoire du temps présent sur « Le régime de Vichy et les Français ».
- 13 juillet Loi réprimant « ceux qui auront contesté (...) l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité (...) tels que définis par l'art. 6 du statut du Tribunal Militaire International de Nuremberg », dite « loi Gaysot ».
- Septembre Parution de *l'Histoire de Vichy*, par François-Georges Dreyfus, qui relance le débat sur une possible histoire « révisionniste » de Vichy.
- 22 octobre Affaire Bousquet : on reparle de la « Haute-Cour ». Déclarations de Georges Kiejman, ministre délégué à la Justice, sur la nécessité de maintenir la « paix civile ».
- 19 novembre La chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris se déclare compétente pour instruire le dossier Bousquet. Dans son arrêt, Bousquet est désigné comme ayant « la qualité d'inculpé ». Celui-ci se pourvoit en appel trois jours après.
- 1991**
- 31 janvier La chambre criminelle de la Cour de Cassation rejette le pourvoi formulé par Bousquet contre la chambre d'accusation de la Cour d'appel désignée pour instruire la plainte déposée contre lui. Le dernier obstacle juridique est en théorie levé.
- 3 avril L'inculpation de René Bousquet pour crimes contre l'humanité, décidée en mars, est rendue publique.
- 12 avril Perquisition au siège de la société L'Oréal sur demande du juge Getti. Le scandale éclate le 6 mai par la publication d'un article du *Point*, suivi de nombreux autres, jusqu'à la mort de Jacques Corrèze, en juin 1991.
- 18 avril Première condamnation de Faurisson en vertu de la loi « Gaysot ».
- 1er mai En Grande-Bretagne, la Chambre des Communes modifie la législation pour permettre de poursuivre les criminels de guerre réfugiés sur le sol anglais.
- 6 juin Le juge Jean-Pierre Getti rend son rapport au président de la

CONSTRUCTION DE LA MÉMOIRE

- chambre d'accusation, Moatty, concernant les charges pesant sur Bousquet.
- 8 juillet Adoption du nouveau code pénal qui comporte parmi les nouveautés une définition nouvelle du crime contre l'humanité, passible de la réclusion criminelle à perpétuité.
- 11 juillet Arrêt de la chambre d'accusation de Paris prononçant la mise en liberté de Paul Touvier car la détention ne se justifierait plus, l'instruction étant quasiment close.
- 19 juillet Polémique sur la construction d'un supermarché dans l'enceinte de l'ancien camp de Ravensbrück.
- 19 juillet Annonce par la presse du lancement d'une commission rogatoire internationale par le juge Getti contre Aloïs Brunner, réfugié en Syrie. Une première commission avait déjà été lancée en 1988 par le juge Grellier.
- 13 novembre Serge Klarsfeld annonce qu'il vient de retrouver le « fichier du recensement des juifs » de la région parisienne aux archives du secrétariat d'État aux Anciens combattants.
- 1992**
- 7 janvier Le rapport de la commission des historiens présidée par René Rémond sur « Touvier et l'Église » est rendu public. Il sera publié en mars chez Fayard.
- 10 février Mettant fin à une polémique qui dure depuis la Libération, plusieurs arrêts de la Cour de cassation interdisent aux requis du STO de se dénommer « déportés du travail ».
- 13 avril Arrêt de non-lieu prononcé par la chambre d'accusation de la cour d'Appel de Paris en faveur de Touvier qui soulève une émotion considérable. Le pourvoi en cassation a été fait dans les jours qui ont suivi.
- 17 mai Cérémonies à Pithiviers et Beaune-la Rolande à la mémoire de victimes de la Rafle du Vel d'Hiv, en présence de deux membres du gouvernement.
- 18 mai Joseph Schwammberger, ancien SS responsable de la déportation des Juifs de Galicie, est condamné à la perpétuité par le tribunal de Stuttgart. C'est probablement le dernier procès du genre.
- 27 mai *VSD* et d'autres journaux lancent l'« affaire Schaechter » sur les archives prétendues secrètes des camps de la zone sud.
- 17 juin Pétition lancée par le « Comité Vel d'Hiv 42 » pour que Mitterrand reconnaisse officiellement que « l'État français de Vichy est responsable de persécutions et de crimes commis contre les Juifs de France ».
- 6 juillet La presse dévoile les nouvelles inculpations contre Papon et Bousquet, prononcées les 19 et 22 juin, à Bordeaux, dans le cadre de l'instruction Papon. C'est la suite indirecte de l'affaire Touvier.
- 16 juillet 50^e anniversaire de la Rafle du Vel d'Hiv. Mitterrand assiste,

- non sans remous, au discours prononcé par Robert Badinter, « à titre privé ».
- 21 juillet Serge Klarsfeld annonce que le président Mitterrand lui a promis de ne plus faire fleurir la tombe de Pétain, information démentie le lendemain par l'Elysée.
- 10 novembre Proposition de loi déposée au Sénat par Charles Lederman et le groupe communiste « relative à la reconnaissance des crimes contre l'humanité commis par le régime de Vichy ».
- 11 novembre François Mitterrand fait déposer une gerbe sur la tombe de Pétain, geste qu'il renouvelle depuis 1986, mais, cette fois, en causant une grande émotion. Peu après, lors d'un voyage en Israël, il annonce un « geste » commémoratif concernant la responsabilité de Vichy dans la Solution finale.
- 27 novembre La chambre criminelle de la Cour de cassation casse partiellement l'arrêt rendu en avril sur la responsabilité de Touvier, retenant le principe de la « complicité » de crimes contre l'humanité.
- 31 décembre Relance de la polémique sur la nature du « fichier juif » retrouvé aux archives du secrétariat d'État aux Anciens combattants. La Commission présidée par René Rémond dément qu'il s'agisse du fichier original lequel a été détruit en 1948.
- 1993**
- 4 février Décret instaurant une « Journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite " gouvernement de l'État français (1940-1944) " », le 16 juillet (anniversaire de la rafle du Vel d'Hiv de 1942), si c'est un dimanche, sinon le dimanche suivant.
- 4 février Inauguration par Louis Mexandeau, secrétaire d'État aux Anciens combattants, au Père-Lachaise, d'un monument dédié aux 3 500 déportés de France (presque tous Juifs), morts à Auschwitz III (Buna-Monowitz), où périrent, au total, 30 000 personnes.